

Hiver 2014

European Environment Agency



Dans ce numéro

- 1 Parution du «cookbook SEIS»
- 2 Ateliers nationaux de la région IEVP-SEIS Est: Géorgie et Ukraine
- 3 Formation au partage de données sur la qualité de l'eau dans la région Est
- 4 4^e réunion du comité de direction d'IEVP-SEIS
- 5 Initiative Horizon 2020: situation des contributions nationales et perspectives
- 6 3^e réunion du groupe de travail sur les technologies de l'information, IEVP Sud
- 7 Cinq pays de la PEV à la recherche d'une collaboration renforcée avec l'AEE
- 8 Collaboration avec la CEE-ONU
- 9 Prochains évènements

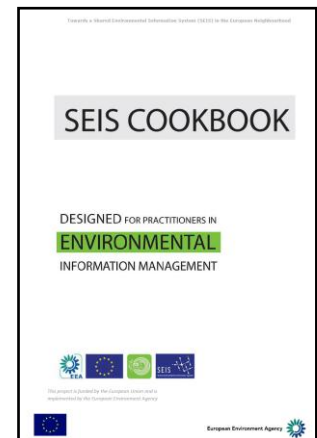
«Cookbook SEIS»: un outil de partage de données et d'informations environnementales

Pour mieux illustrer les principes du Système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS) et leur application pratique, le manuel «cookbook SEIS» a été publié dans le cadre du projet IEVP-SEIS. Il apporte des informations complètes sur les composants nécessaires ainsi que des exemples concrets pour faciliter la compréhension du concept du SEIS.

Le «cookbook SEIS» a pour vocation d'être un document vivant. Il sera donc complété en permanence par de nouveaux exemples au fur et à mesure des développements de la technologie et de l'introduction de nouveaux systèmes d'aide au partage d'informations

La majeure partie du manuel est constituée d'études de cas issues des pays voisins collaborateurs ou membres de l'AEE, qui illustrent la mise en œuvre des éléments du SEIS aux niveaux nationaux et internationaux. Ces exemples servent dans leur ensemble à identifier un nouvel ensemble de tendances, méthodes, outils et leçons apprises. Ils ont été intégrés à la «liste de contrôle SEIS» qui peut être utilisée comme un outil d'auto-évaluation permettant de mesurer les progrès et d'identifier les domaines qu'il faut davantage développer.

Le «cookbook» doit être considéré comme un guide à la compréhension et non comme un modèle rigide de mise en œuvre.



Le «cookbook SEIS» est disponible en anglais, français et russe.

Il est téléchargeable sur le site web du projet, à l'adresse:

<http://enpi-seis.ew.eea.europa.eu/enpi-seis-revision/seis-infrastructure/seis-cookbook>



«Le partenariat avec l'Union européenne est très important pour la Géorgie. Je soutiens la coopération en place dans le cadre du projet IEVP-SEIS et place beaucoup d'espoir dans la collaboration future», indique M^{me} Khatuna Gogaladze, ministre de la protection de l'environnement et des ressources naturelles de Géorgie.

La Géorgie souhaite conclure le partenariat avec l'AEE

En collaboration avec le ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et l'Agence nationale de statistiques de Géorgie, l'Agence européenne pour l'environnement a organisé un atelier de deux jours les 2 et 3 décembre 2013 à Tbilisi, en Géorgie. Cet atelier devait faire le point sur les progrès réalisés dans la gestion et le partage des données sur l'environnement au niveau national, depuis la précédente visite en Géorgie effectuée en juin 2011 dans le cadre du projet. La rencontre avait aussi pour but de poursuivre la réflexion sur la mise en œuvre des principes du SEIS au niveau national, en particulier pour le partage en pratique des données et informations disponibles sur les indicateurs environnementaux préalablement définis. Deux jours seulement avant l'atelier national, dans le cadre du Sommet de Vilnius le 29 novembre 2013, la Géorgie a paraphé l'Accord d'association avec l'UE. D'ici la signature formelle de l'accord d'association, la Géorgie devra effectuer un travail important visant à aligner la législation nationale avec les actes réglementaires européens, ce qui s'applique

Concernant la collecte et le partage des données et des informations sur l'environnement, la Géorgie s'engage à poursuivre les efforts d'amélioration de la conformité aux exigences existantes du projet IEVP-SEIS. Ce point a été confirmé et avalisé par M^{me} Gogaladze, ministre de la protection de l'environnement et des ressources naturelles, lors de la réunion bilatérale qui a précédé l'atelier national.

À la suite de cet atelier, la Ministre a convenu de signer une lettre d'intention formalisant l'engagement à fournir des données et des informations environnementales dans les trois domaines thématiques: air, eau et déchets.

Pour plus d'informations sur le programme, les participants et le rapport de la réunion, veuillez consulter le site web de l'IEVP-SEIS.



L'Ukraine vise une coordination permettant un accès ouvert et le partage des données sur l'environnement

Un atelier national de deux jours a été organisé à Kiev les 13 et 14 novembre 2013 pour discuter des aspects organisationnels, administratifs et techniques qui entourent l'accès ouvert aux données environnementales et leur partage. Organisée au Centre Aarhus par le ministère de l'écologie et des ressources naturelles, la manifestation a rassemblé près de 50 participants de divers ministères et agences, et s'est intéressée aux ensembles de données alimentant certains indicateurs environnementaux associés aux domaines de priorité du projet que sont l'air, l'eau et les déchets.



Les parties ont reconnu que le manque de coordination interne et de répartition claire des rôles et mandats entre les principaux partenaires restait un obstacle majeur en Ukraine. Elles ont discuté des mesures à prendre pour améliorer le mécanisme du Système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS) en Ukraine.

L'un des points forts de la réunion a été la rédaction d'une ordonnance en vue de constituer un groupe de travail pluri-agences chargé de la mise en œuvre du SEIS au niveau national. Le processus de formalisation de ce groupe de travail devrait être finalisé début 2014; il constituera ainsi le forum dédié à l'application pratique des actions discutées.

Vers une approche commune du partage des données sur la qualité de l'eau en région Est

Une formation régionale concernant les rapports sur la qualité de l'eau dans la région Est de l'IEVP a été organisée les 4 et 5 décembre 2013 à Tbilisi, en Géorgie, afin de favoriser la production d'indicateurs environnementaux communs dans la région. L'événement a été organisé par le ministère de la protection de l'environnement de Géorgie en collaboration avec le Centre thématique européen «Eaux intérieures, côtières et marines» (ETC/ICM).

Dans le domaine de l'eau, les indicateurs prioritaires concernent la qualité de l'eau des rivières et des lacs (demande biologique en oxygène, concentration en ion ammonium dans les rivières et de nutriments dans l'eau douce). Les parties ont examiné le mécanisme et les outils utilisés en Europe pour partager les données sur la qualité de l'eau [procédure de rapport sur l'état de l'environnement du Système européen d'information sur l'eau (WISE)]. Les efforts seront poursuivis en 2014 pour aider les pays partenaires à partager des données selon une méthodologie validée, en étroite collaboration avec des partenaires comme l'*Environmental Protection of International River Basins Project* et le groupe de travail conjoint sur les indicateurs environnementaux de la CEE-ONU.



4^e réunion du comité de pilotage de l'IEVP-SEIS

La 4^e réunion annuelle du comité de pilotage de l'IEVP-SEIS a eu lieu les 17 et 18 septembre 2013 à l'AEE, à Copenhague. Elle visait à rendre compte des activités entreprises en 2013 et à enrichir le programme de travail de la phase finale du projet en 2014. En marge de la réunion du comité de pilotage et dans le cadre d'un séminaire d'une demi-journée, les participants ont réfléchi et débattu de manière ouverte des objectifs à long terme associés à la mise en œuvre du SEIS.



Dans leurs conclusions clés pour la région IEVP-Est, les parties ont reconnu que la mise en place des flux de données constituait un élément central pour la progression du mandat et des activités du SEIS, et que la mise à disposition et le partage des ensembles de données convenus en commun favorisaient le dialogue et les actions ciblées sur les besoins et mécanismes de coordination, la collaboration entre les différents domaines et réseaux ainsi que le développement des infrastructures. Les pays ont convenu que l'organisation d'une tournée d'ateliers SEIS et de visites des pays renforcerait l'engagement politique et les rapprocherait de la mise en place concrète d'un partage des données. Dans ce cadre, l'aide au renforcement des capacités est principalement thématique et technique ou fondée sur les TI.

Pour la région IEVP-Sud, malgré quelques retards dans le programme, d'importants progrès ont été réalisés avec le développement des 6 indicateurs Horizon 2020, la mise en place d'un outil d'établissement de rapports, et la préparation du premier projet de rapport H2020 comprenant des contributions au niveau national. Les activités de 2013 ayant principalement porté sur le processus d'information relatif à H2020, les discussions ont souligné la lenteur de la mise en œuvre du PRTR, le report à 2014 des activités de statistique et de comptabilisation des déchets et le manque de soutien national dans le développement des infrastructures.



Horizon 2020: vers le bilan à mi-parcours de l'initiative Horizon 2020 de dépollution de la Méditerranée

La première phase de l'initiative Horizon 2020 (2007-2013) arrive à son terme et un bilan à mi-parcours est en préparation. Ce bilan sera réalisé à partir du rapport régional d'évaluation H2020 prévu par la feuille de route du Caire et en cours de finalisation par l'AEE avec les pays partenaires de l'IEVP-SEIS-Sud, et de trois autres évaluations techniques complémentaires et coordonnées (réalisées par la Banque européenne d'investissement, le PNUE/PAM, le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée) ainsi que des évaluations de la mise en œuvre d'un projet donné (H2020 Programme méditerranéen pour l'environnement - Renforcement des capacités). À l'occasion de la 6^e réunion du groupe de pilotage Horizon 2020, organisée les 19 et 20 novembre 2013, la progression de ces rapports et études a été présentée et discutée. Les membres ont convenu du fait qu'un effort de synthèse sera nécessaire pour délivrer un message cohérent et élaborer un ensemble de recommandations. Ce bilan à mi-parcours récapitulera l'ensemble des résultats obtenus et des difficultés persistantes et proposera des recommandations techniques, institutionnelles et stratégiques pour la phase suivante (2014-2020). Ce bilan à mi-parcours sera présenté lors de la réunion ad hoc du groupe de pilotage H2020 prévue en mars 2014. Sa version finale servira de support à la Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique, qui aura lieu en mai 2014.

Des décisions techniques importantes ont été convenues lors de ce 18^e CdP, comme la décision relative à l'approche écosystémique qui, dans son annexe, fait explicitement référence aux principes du SEIS et à l'adoption d'un plan d'action régional sur les déchets en mer. La Déclaration d'Istanbul fait aussi spécifiquement référence à une collaboration étendue avec Horizon 2020.



Avec l'étroite participation des pays méditerranéens partenaires, l'AEE soutient activement la Commission européenne dans l'élaboration de ce document de synthèse. Afin de promouvoir les activités d'informations et d'évaluation de l'initiative H2020 et le travail réalisé sur le SEIS, l'AEE a organisé l'évènement «Partage de l'information et renforcement des partenariats: une clé pour la réussite de l'Initiative Horizon 2020» lors de la 18^e conférence des parties contractantes de la convention de Barcelone organisée du 3 au 5 décembre 2013 à Istanbul. Cet évènement a permis de présenter des expériences pratiques nationales de mise en œuvre du SEIS comme outil pour atteindre les objectifs de la stratégie Horizon 2020. Les discussions avaient également pour objectif de déterminer comment relier ces efforts de création d'éléments partagés d'informations environnementales à des activités PNUE/MAP en cours, et plus spécifiquement à la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

Contributions nationales: soutenir l'initiative H2020

La production du premier rapport d'évaluation H2020, conformément à la feuille de route H2020 du Caire, s'appuie sur les données et les informations fournies par les pays partenaires d'IEP Sud. Les flux de données des principaux indicateurs H2020 sont progressivement mis en place, sept des neuf pays contributeurs ayant nommé des rapporteurs de données pour ce flux d'informations.

À partir des données communiquées par les pays (voir le *Mediterranean Data Repository* à l'adresse <http://mdr.eionet.europa.eu>, contenant des dossiers nationaux liés aux obligations d'informations pertinentes) et à l'aide des indicateurs H2020 sélectionnés, une «évaluation thématique régionale» a été élaborée et partagée avec les pays partenaires d'IEP Sud, afin d'être validée et commentée. Les données sont progressivement consignées et partagées sur Reportnet.

En complément de l'évaluation thématique régionale, les pays partenaires ont préparé une évaluation nationale des trois domaines prioritaires H2020 en appliquant des directives communes. Cette évaluation nationale est un exercice inédit pour les pays. Elle s'est révélée très difficile tant au niveau de la méthode (utilisation du cadre analytique DPSIR, longueur limitée de la contribution narrative) que des termes de production (partage de la responsabilité de rédaction des différents chapitres). Cinq pays ont déjà apporté leurs contributions, qui sont actuellement en cours de traitement et d'édition.

Le rapport global d'évaluation H2020 servira de support au bilan à mi-parcours de l'initiative H2020 (voir plus haut). Ce premier exercice d'établissement de rapports a confirmé que la mise en place d'un mécanisme d'information récurrent reste une procédure de longue haleine qui s'accompagne de difficultés importantes au niveau de la répartition des responsabilités des autorités nationales gérant les données environnementales, et nécessite d'aller plus loin dans les accords entre institutions pour soutenir la mise en place des flux de données, préparer des évaluations thématiques et trouver des solutions aux contraintes humaines et financières inhérentes au processus.

3^e réunion du groupe de travail de l'IEVP-Sud sur les TI



La 3^e réunion du groupe de travail IEVP-SEIS-Sud sur les technologies de l'information s'est déroulée les 2 et 3 septembre 2013 à l'AEE, à Copenhague. Elle avait pour but de faire le point sur les progrès réalisés en matière de flux de données dans le cadre du 1^{er} rapport de progression H2020, et de discuter des prochaines activités du groupe. Le premier jour, les participants ont partagé leurs expériences nationales et réfléchi à la structure des résultats. Après une communication des dernières nouvelles concernant les activités de l'AEE en matière de partage des données, les discussions ont consisté à placer les activités de l'AEE dans le contexte des pays de la PEV. La deuxième journée a été consacrée à discuter des responsabilités du groupe de travail sur les technologies de l'information et à réfléchir à l'organisation des flux de données à l'aide des outils déjà en place au niveau national.

Des discussions animées se sont poursuivies sur deux sujets clés: la structure des ensembles de données fournis et les responsabilités du groupe de travail sur les technologies de l'information. Au terme de la réunion, une liste des actions à entreprendre a été rédigée, en particulier:

- mettre à jour et simplifier la structure des tables de données;
- ajuster le mandat du groupe de travail sur les technologies de l'information;
- mettre à jour la liste des besoins de chaque pays en matière de renforcement de capacité;
- rassembler les systèmes de codage nationaux et proposer des listes de codes H2020;
- produire des analyses système et un schéma de flux de données y compris un catalogue de métadonnées.

Pour plus d'informations sur le programme et le compte-rendu de la réunion, consultez le site web de l'IEVP-SEIS.

Cinq pays montrent un vif intérêt à renforcer leur collaboration avec l'AEE

La Jordanie, Israël, la République de Moldavie, le Maroc et la Palestine ont exprimé leur intérêt à consolider la collaboration actuelle avec l'AEE, et ont validé les objectifs de coopération étendue et de mise en œuvre renforcée du SEIS.

Le projet «InSEIS» (collaboration renforcée concernant le SEIS), permettra d'approfondir la coopération actuelle et apportera une aide plus adaptée à chaque pays conformément aux priorités spécifiques déjà définies et non couvertes par la collaboration actuelle. L'accord a été signé par la Commission européenne et l'AEE en décembre 2013.



La collaboration renforcée, qui devrait prendre effet en juin 2014, portera essentiellement sur: la fourniture d'une assistance technique dans les domaines prioritaires identifiés à partir des demandes déposées par les pays en 2013; l'organisation d'ateliers thématiques au niveau national et/ou régional; la fourniture d'une expertise et d'opportunités de formation par l'intermédiaire de la participation à des séminaires spécialisés et l'implication progressive dans les activités d'Eionet.

Au cours du premier semestre 2014, l'AEE organisera une série de discussions bilatérales avec les cinq pays pour préciser leurs demandes, convenir des étapes suivantes et définir le calendrier de mise en œuvre.

Il sera possible d'étendre la portée des activités à d'autres pays de la PEV en fonction de leur intérêt et de la disponibilité des ressources.

Coopération avec



Atelier de suivi CEE-ONU/Eurostat/AEE sur les déchets, le 4 novembre 2013

L'atelier commun CEE-ONU/Eurostat/EEA sur les déchets, organisé le 4 novembre 2013, s'appuyait sur les résultats d'un précédent atelier de 2012. Il a réuni des participants des offices statistiques et des ministères de l'environnement d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et pays des Balkans occidentaux) ainsi que des représentants d'organisations internationales comme la Division de statistique de l'ONU, le Secrétariat de la Convention de Bâle et les CRE de la région.

L'atelier a permis de faire le point sur les développements en matière de données relatives aux déchets au cours de l'année et demi écoulée, d'échanger expériences et bonnes pratiques et de faire des recommandations.

Certains problèmes persistent toutefois, principalement au niveau des sources et de la disponibilité des données, et des différences en termes de méthodologie et d'unités de mesure qui compliquent les comparaisons entre les pays. Des représentants nationaux ont également mentionné les problèmes actuels de collecte de données auprès des entreprises (rapports irréguliers et incomplets) et souligné la nécessité d'introduire de nouvelles lois dans certains pays pour permettre la collecte des données. Des problèmes de couverture, en particulier dans les zones rurales, et un manque d'informations pour certaines périodes ont aussi été rapportés par certains participants.

Une étude sur l'«évaluation de la capacité des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale à produire des statistiques sur le développement durable et le respect de l'environnement» a été élaborée préalablement à l'atelier, avec pour objectif l'évaluation de la capacité des pays visés à produire des données statistiques sur les déchets, identifier les vulnérabilités environnementales et mesurer le développement durable. Les recommandations proposées dans l'étude serviront à planifier d'autres travaux en la matière.

7^e session du groupe de travail conjoint CEE-ONU sur les indicateurs environnementaux, du 5 au 7 novembre 2013

Au cours de la 7^e session du groupe de travail conjoint CEE-ONU sur les indicateurs environnementaux, les participants ont passé en revue certains indicateurs relatifs à l'eau et aux déchets, et examiné les données disponibles concernant d'autres indicateurs sur le transport et l'environnement non couverts dans les orientations. Le groupe de travail conjoint a également révisé le texte des orientations de la CEE-ONU en introduisant des modifications déjà validées de la description et du calcul de chaque indicateur.

Le Secrétariat du groupe de travail conjoint a invité les pays à réfléchir sur les dispositions institutionnelles, législatives et techniques nécessaires à la mise en place de flux réguliers de collecte de données pour les 8 indicateurs et les 11 ensembles de données choisis, et à rendre ces ensembles de données disponibles publiquement et facilement accessibles dans des formats harmonisés (conformément aux principes SEIS).

Un tour de table a permis de conclure que les informations étaient en grande partie en place dans la plupart des pays. Pour la prochaine session du groupe de travail conjoint (prévue pour mi-mai 2014), il a été proposé de mettre en place une production pilote des 8 indicateurs convenus, en conduisant une analyse des informations en ligne disponibles dans chaque pays et en discutant plus en avant des besoins d'harmonisation. La pertinence de cet exercice a été soulignée et confirmée lors d'une récente réunion du Comité des politiques de l'environnement, en préparation de la prochaine évaluation régionale organisée pour la Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», prévue en 2016.

Groupe de travail de la CEE-ONU sur le suivi et l'évaluation environnementaux (WGEMA), 7 et 8 novembre 2013

La 14^e session du groupe de travail de la CEE-ONU sur le suivi et l'évaluation environnementaux, qui s'est tenue les 7 et 8 novembre à Genève, a abordé des thèmes liés au suivi de la réunion du Comité des politiques de l'environnement qui s'est déroulée en octobre 2013, et étudié le rôle du groupe de travail sur le suivi et l'évaluation environnementaux dans le développement du SEIS ainsi que l'aide apportée au groupe «Friends of SEIS». Les thèmes abordés ont concerné le suivi de l'atelier d'évaluation d'avril 2013, qui portait sur les rapports sur l'état de l'environnement fondés sur des indicateurs dans les pays et sur les projets de rationalisation des données et des informations environnementales pour remplir les obligations d'informations nationales et diverses. Le groupe de travail a échangé des idées et des bonnes pratiques sur l'utilisation de technologies et d'outils modernes de diffusion et de promotion des informations sur l'environnement.

Des présentations ciblées ont été réalisées sur les principaux résultats de la nouvelle AoA (évaluation des évaluations) produite pour le Kirghizistan, le Kazakhstan et la République de Moldavie dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, de l'air et des déchets.

Au cours des débats, les pays ont abordé des problèmes relatifs à ces trois piliers du SEIS:

- Contenu: développement et régularité de la production d'indicateurs et de leur utilisation dans les récents rapports sur l'état de l'environnement.
- Infrastructure: les formats différents utilisés pour le stockage des données rendent le partage très difficile; les bases de données utilisent des logiciels différents élaborés spécialement pour chaque projet; développement de plates-formes de e-gouvernement gérant l'accès et le partage des informations sur l'environnement.
- Mise en réseau et coopération: changement fréquent du personnel des administrations et nécessité de formaliser la coopération sur l'échange des données entre les différentes institutions au niveau national afin d'améliorer le partage des informations sur l'environnement.

Les documents, la présentation et le rapport de la rencontre sont disponibles en suivant le lien ci-dessous:

<http://www.unece.org/wgema-14.html>

Prochains événements

Voici un récapitulatif des ateliers et réunions, organisés jusqu'en mai 2014, qui présentent un intérêt pour la mise en œuvre du projet IEVP-SEIS

(dans certains cas, les dates et lieux exacts sont encore à confirmer):

Atelier national IEVP- SEIS en Biélorussie	19 et 20 février, Minsk
Atelier national IEVP- SEIS en République de Moldavie	Mars, Chisinau
Atelier national IEVP- SEIS en Azerbaïdjan	Avril, Bakou
Missions d'assistance technique IEVP-SEIS Sud sur le développement de l'infrastructure	À confirmer
Réunion de consultation des parties prenantes de l'Union pour la Méditerranée en vue de la Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée	10 et 11 mars, Amman
Réunion du groupe de pilotage Horizon 2020	12 mars, Amman
Réunion des points focaux MEDPOL	27 et 28 mars, Athènes
Atelier régional IEVP-SEIS Sud sur l'eau (en coopération avec la Division de statistique de l'ONU)	Du 1er au 3 avril, Vienne
Atelier régional IEVP-SEIS Sud sur le PRTR (organisé par MEDPOL)	8 et 9 avril, Ankara
Réunion PNUE/PAM concernant l'approche écosystémique (EcAp)	10 avril, Ankara
Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique	13 mai, Athènes
Formation régionale IEVP-SEIS Sud sur les déchets solides	12 et 13 mai, Amman
4^e forum régional SWEEP-Net sur la gestion intégrée des déchets solides	Du 13 au 15 mai, Amman
Atelier régional commun AEE/CEE-ONU sur les indicateurs de qualité de l'eau	13 mai, Genève
8^e session du groupe de travail conjoint CEE-ONU sur les indicateurs environnementaux	14-15 mai, Genève

FÉVRIER 2014						
L	M	M	J	V	S	D
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	17
24	25	26	27	28		
MARS 2014						
L	M	M	J	V	S	D
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						
AVRIL 2014						
L	M	M	J	V	S	D
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				
MAI 2014						
L	M	M	J	V	S	D
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	



Le projet est financé par l'Union européenne